

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 06/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FONDERIE VENISSIEUX SAS

Avenue Pierre Cot
69200 Vénissieux

Références : UDR-TESSP-24-118-MP
Code AIOT : 0010600720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement FONDERIE VENISSIEUX SAS implanté 10 Avenue Pierre Cot 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE VENISSIEUX SAS
- 10 Avenue Pierre Cot 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0010600720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Fonderie Vénissieux est spécialisée dans la fabrication par fonderie de carter et d'essieux pour différents types de moyens de transport (poids lourds, engins agricoles, bus, etc). L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral cadre du 12 novembre 2008, modifié en dernier lieu le 23 février 2018.

Les bâtiments de la Fonderie Vénissieux sont intégrés dans l'enceinte du site Renault Trucks qui en est le propriétaire et avec qui il partage certains réseaux et installations. Renault Trucks assure la sûreté et la sécurité du site ainsi que la gestion des moyens d'incendie, des réseaux d'eaux usées et la distribution d'eau potable.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités et entretien de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I II et VI	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever quelques non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Lors de la présente visite, l'Inspection a vérifié que les étiquettes sont bien visibles et en français sur les contenants des produits entreposés dans les bâtiments où l'Inspection s'est rendue ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection, le dossier où l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité sont rangées en version dématérialisée. Les FDS sont bien en langue française et récentes. De plus, les FDS sont disponibles en version papier sur site et accessibles à tous les travailleurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités et entretien de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Lors de la présente visite, l'Inspection s'est rendue sur site dans les locaux de stockage des produits chimiques : il a deux locaux dont un pour les produits inflammables. Les locaux sont maintenus fermés à clé. Les produits présents dans ces locaux sont bien mis sur rétention. Dans le local "résine", il y avait de l'eau dans l'une des rétentions. De plus, la rétention sur laquelle repose le GRV d'huile pour les chariots élévateurs est à nettoyer. La provenance de cette eau n'est pas déterminée : mauvaise étanchéité du local ? Travaux qui ont eu lieu quelques semaines auparavant ? L'exploitant va investiguer pour résoudre ce problème. L'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'a pas de planning de vérification/maintenance des rétentions, mais si des liquides se sont écoulés dans les rétentions, celles-ci sont nettoyées immédiatement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit nettoyer les rétentions où de l'eau ou des liquides se sont écoulées afin que leurs capacités de rétention restent inchangées, dans un délai de 1 mois. L'Inspection demande que l'exploitant détermine l'origine de la présence l'eau dans la rétention du local fermé, le cas échéant, procède aux travaux nécessaires. En complément, l'Inspection demande à l'exploitant d'établir un planning de maintenance régulière (temporalité, inspections visuelles, etc) des rétentions afin de les entretenir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'associe pas de produits incompatibles sur une même rétention ni dans un même local fermé. Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu vérifier ceci : il n'y a pas de stockage de produits incompatibles au associés sur la même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 & 50
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...) L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. (...) Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. (...) L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a pu établir un état des stocks de l'ensemble des produits du site en quelques minutes. Un état des stocks est extrait tous les jours et en temps réel avec les emplacements de différents produits. L'Inspection a informé l'exploitant qu'il manque les mentions de dangers ou les principaux risques sur l'état des stocks. En cas d'incident, les services de secours ont besoin de connaître ces

<p>pictogrammes de sécurité. L'exploitant a présenté un plan du site avec les emplacements des différents produits chimiques, associé à l'état des stocks.</p> <p>L'Inspection suggère que sur ce plan apparaissent les principaux risques associés aux produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de compléter son tableau d'état des matières stockées et le plan associé avec les mentions de dangers ou les principaux risque utiles en cas d'incident, dans un délai de 1 mois. Les préconisations pour la défense incendie associées aux produits peuvent être ajoutées au plan afin de faciliter, au besoin, l'intervention des services de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>